

ACTE D'ENGAGEMENT

**Pouvoir
 adjudicateur**

APIJ – Agence publique pour l'immobilier de la Justice
 67, avenue de Fontainebleau – 94 270 Le Kremlin-Bicêtre
 agissant au nom et pour le compte du ministère de la Justice

**Objet du
 marché**

**Marché public global sectoriel relatif à la conception, la réalisation et
 l'aménagement de l'établissement pénitentiaire de Nîmes sud (30).**

Date de notification du marché :

Montant du marché :

Protocole de maîtrise d'ouvrage -
 Programme 2008-01 et opération 2017-87.

Nantissement :

**Passation de
 marché**

Marché global sectoriel, en application des articles L2171-4 et R2113-4 du code de la
 commande publique

Le présent marché est passé selon une procédure avec négociations en application
 des articles L2124-3, R2124-3 et R2161-12 à R2161-20 du code de la commande
 publique.

Mois m0

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions
 économiques du mois de juin 2024
 Ce mois est appelé mois zéro : « mois m0 ».

Représentant du pouvoir adjudicateur : Monsieur le Directeur Général de l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice, 67, avenue de Fontainebleau – 94270 Le Kremlin-Bicêtre.

Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R2191-60 et R2191-61 du code de la commande publique : La secrétaire générale de l'APIJ

Ordonnateur : Monsieur le Directeur Général de l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice,

Comptable assignataire des paiements : Madame l'Agent Comptable de l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice

IMPORTANT.

Ce document est uniquement destiné à l'information des candidats. Il ne doit en aucun cas servir de base à une réponse ; la procédure étant de type procédure avec négociation. Seuls les documents accessibles aux concurrents invités à remettre un rendu devront être utilisés pour répondre. Comme indiqué dans l'avis d'appel public à la concurrence, la teneur de ces documents pourra avoir été légèrement modifiée par rapport à la présente version.

ARTICLE 1 – CONTRACTANT - à remplir par le candidat

L'entité en charge de la réalisation – l'entreprise générale ou le groupement d'entreprises 1er cotraitant - mandataire du groupement conjoint et mandataire solidaire pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour les obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur :

M./MME. [nom]

Agissant au nom et pour le compte de la société : [société]

en qualité de :

Société au capital de :

Ayant son siège social :

Téléphone :

Immatriculé le à l'INSEE,

N° SIRET de l'établissement qui exécute la prestation :) :

Adresse de l'établissement

Code d'activité économique principale (APE) :

N° d'inscription au registre du Commerce et des Sociétés

L'entité en charge de la conception : l'équipe de maîtrise d'œuvre (*)

2ème cotraitant, représentant de l'équipe de maîtrise d'œuvre et dénommé le maître d'œuvre, conformément à l'article 2. ci-après :

M. /MME. [nom]

Agissant pour le nom et pour le compte de la société : [société]

en qualité de :

Société au capital de :

Ayant son siège social :

Téléphone :

Immatriculé le à l'INSEE,

N° SIRET de l'établissement qui exécute la prestation :

Adresse de l'établissement

Code d'activité économique principale (APE) :

N° d'inscription au registre du Commerce et des Sociétés :

3ème cotraitant :

M. /MME. [nom]

Agissant pour le nom et pour le compte de la société : [société]

en qualité de :

Société au capital de :

Ayant son siège social :

Téléphone :

Immatriculé le à l'INSEE,

N° SIRET de l'établissement qui exécute la prestation :
Adresse de l'établissement
Code d'activité économique principale (APE) :
N° d'inscription au registre du Commerce et des Sociétés :

()dans le cas où le bureau d'études techniques de l'entreprise assure la conception, il devra apparaître explicitement dans l'équipe de maîtrise d'œuvre.*

Le cas échéant - AUTRES COTRAITANT :

à compléter par la candidat

et étant pour tout ce qui concerne l'exécution du présent marché, représentés par **M./MME. [nom]**, dûment mandaté à cet effet,

- après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières référencé "APIJ – Etablissement pénitentiaire de Nîmes sud (30)- Conception-Réalisation-Aménagement – CCAP", dénommé ci-après et dans les autres pièces du marché « CCAP », et de ses annexes et de l'ensemble des documents qui y sont mentionnés,

- après avoir fourni les certificats, attestations, déclarations ou documents prévus au code de la commande publique (), m'engage (nous engageons), sans réserve, conformément, d'une part aux stipulations des documents visés ci-dessus et, d'autre part, aux pièces graphiques et écrites de l'avant-projet sommaire, dont la liste est annexée au présent acte d'engagement, à exécuter, dans les conditions ci-après définies, les prestations de conception-réalisation et aménagement de l'établissement pénitentiaire de Nîmes sud (30).

Le présent engagement ainsi présenté ne nous lie toutefois que si son acceptation nous est notifiée dans un délai de 240 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée au règlement de la consultation ou à compter de la date limite de remise des offres finales post négociations.

ARTICLE 2 – DESIGNATION DE LA MAITRISE D'OEUVRE

Dans les pièces administratives relatives au présent marché, il sera fait référence à la maîtrise d'œuvre telle que désignée à l'article 1 ci-avant sous l'appellation « le maître d'œuvre ». Ce dernier jouera dans ce cadre son rôle de maître d'œuvre avec toutes les obligations définies par le C.C.A.G. Travaux, à l'exception des dérogations mentionnées au CCAP relatif au présent marché.

ARTICLE 3 – PRIX - à remplir par le candidat

3.1 – Contenu du prix - Variations

Le candidat doit formuler son offre en euros €. L'offre est établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 précisé en page de garde du présent acte d'engagement.

Le prix inclut la somme de 500 000 € H.T. correspondant à la prime reçue au titre de la consultation, éventuellement complétée de 50 000 euros (HT) en cas de production d'une nouvelle offre à chaque tour de négociation.

Les prix comprennent le montant des primes d'assurance que les cotraitants doivent contracter au titre des exigences décrites au CCAP.

Les modalités de variation des prix sont fixées au CCAP.

3.2 – Forme du prix

L'ensemble des études, des travaux et de l'aménagement est rémunéré par un prix global et forfaitaire décomposé dans les tableaux ci-après et dans les annexes ci-jointes, mettant en évidence les prix hors TVA et TVA incluse.

3.3 Montant de la tranche ferme hors variantes - à remplir par le candidat

Les prix forfaitaires du marché s'établissent comme suit :

TRANCHE FERME

Prestations	Cotraitant 01 Mandataire	Cotraitant 02	Cotraitant 03	TOTAL
CONCEPTION				
REALISATION / AMENAGEMENT				
TOTAL € H.T.				
Montant de la T.V.A. 20 %				
TOTAL € T.T.C.				

Montant total en lettres des prestations pour la totalité de la tranche ferme , hors TVA :
[à compléter]

Montant total en lettres des prestations pour la totalité de la **tranche ferme**, TVA incluse :
[à compléter]

TRANCHE OPTIONNELLE 1

Prestations	Cotraitant 01 Mandataire	Cotraitant 02	Cotraitant 03	TOTAL
Dévoisement de la route de Générac et création d'un rond-point				
TOTAL € H.T.				
Montant de la T.V.A. 20,0%				
TOTAL € T.T.C.				

Montant total en lettres des prestations pour la totalité de la **tranche optionnelle 1**, hors TVA :
[à compléter]

Montant total en lettres des prestations pour la totalité de la **tranche optionnelle 1**, TVA incluse :
[à compléter]

TRANCHE OPTIONNELLE 2

Prestations	Cotraitant 01 Mandataire	Cotraitant 02	Cotraitant 03	TOTAL
Mise en place d'ombrières photovoltaïques sur les parkings				
TOTAL € H.T.				
Montant de la T.V.A. 20,0%				
TOTAL € T.T.C.				

Montant total en lettres des prestations pour la totalité de la **tranche optionnelle 2**, hors TVA :

[à compléter]

Montant total en lettres des prestations pour la totalité de la **tranche optionnelle 2**, TVA incluse :

[à compléter]

3.2.2 Montant des variantes

La totalité des variantes avec leurs montants respectifs chiffrés par le titulaire est à compléter par le candidat, le cas échéant, dans le tableau en annexes 2 du présent acte d'engagement (« Tableau récapitulatif des variantes »).

3.2.3 Montant total du Marché - à compléter par le pouvoir adjudicateur

Parmi les variantes chiffrées par le groupement :

La/les variante(s) n° :

sont acceptées par le pouvoir adjudicateur, pour le montant total de :

..... € HT

Le montant forfaitaire du marché, incluant les variantes acceptées par le pouvoir adjudicateur, s'élève ainsi à :

TRANCHE FERME :

Prestations	Cotraitant 01 Mandataire	Cotraitant 02	Cotraitant 03	TOTAL
CONCEPTION				
REALISATION / AMENAGEMENT				
TOTAL € H.T.				
Montant de la T.V.A. 20 %				
TOTAL € T.T.C.				

Montant total en lettres des prestations pour la totalité du **marché**, hors TVA :

[à compléter]

Montant total en lettres des prestations pour la totalité du **marché**, TVA incluse :

[à compléter]

TRANCHE OPTIONNELLE 1

Prestations	Cotraitant 01 Mandataire	Cotraitant 02	Cotraitant 03	TOTAL
Dévoisement de la route de Générac et création d'un rond-point				
TOTAL € H.T.				
Montant de la T.V.A. 20,0%				
TOTAL € T.T.C.				

Montant total en lettres des prestations pour la totalité de la **tranche optionnelle 1**, hors TVA :

[à compléter]

Montant total en lettres des prestations pour la totalité de la **tranche optionnelle 1**, TVA incluse :

[à compléter]

TRANCHE OPTIONNELLE 2

Prestations	Cotraitant 01 Mandataire	Cotraitant 02	Cotraitant 03	TOTAL
Mise en place d'ombrières photovoltaïques sur les parkings				
TOTAL € H.T.				
Montant de la T.V.A. 20,0%				
TOTAL € T.T.C.				

Montant total en lettres des prestations pour la totalité de la **tranche optionnelle 2**, hors TVA :

[à compléter]

Montant total en lettres des prestations pour la totalité de la **tranche optionnelle 2**, TVA incluse :

[à compléter]

3.4 – Décomposition du prix

Les prix forfaitaires du marché mentionnés à l'article 3.2 sont décomposés pour chaque mission, conformément à l'annexe n°1 du présent acte d'engagement.

ARTICLE 4 – SOUS-TRAITANCE - à remplir par le candidat

En cas de recours à la sous-traitance, conformément à l'article 5 de la loi du 31 décembre 1975 modifiée, les annexes n° [...] à n° [...] du présent acte d'engagement « présentation d'un sous-traitant ou acte spécial » élaborées conformément au modèle de l'**annexe n°2 (formulaire DC4)** indiquent la nature et le montant des prestations que j'envisage (nous envisageons) de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, le nom de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance.

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date

de notification du marché. Cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations que j'envisage (nous envisageons) de sous-traiter conformément à ces annexes est de :

TRANCHE FERME

[à compléter]

<u>DESIGNATION</u>	PRESTATION SOUS-TRAITEE	MONTANT SOUS-TRAITE	NOM DES SOUS- TRAITANTS	NOM DU COTRAITANT
CONCEPTION				
REALISATION/ AMENAGEMENT				
TOTAL € T.T.C.				

TRANCHE OPTIONNELLE 1 :

[à compléter]

<u>DESIGNATION</u>	PRESTATION SOUS-TRAITEE	MONTANT SOUS-TRAITE	NOM DES SOUS-TRAITANTS	NOM DU COTRAITANT
CONCEPTION				
REALISATION/ AMENAGEMENT				
TOTAL € T.T.C.				

TRANCHE OPTIONNELLE 2 :

[à compléter]

<u>DESIGNATION</u>	PRESTATION SOUS-TRAITEE	MONTANT SOUS-TRAITE	NOM DES SOUS-TRAITANTS	NOM DU COTRAITANT
CONCEPTION				

REALISATION/ AMENAGEMENT				
TOTAL € T.T.C.				

ARTICLE 5 – NANTISSEMENT OU CESSIION DE CREANCES - à remplir par le candidat

Le montant maximum de la créance (*) que je pourrai (nous pourrons) céder ou présenter en nantissement est ainsi de :

(en chiffres et en toutes lettres) :

[...] € T.T.C. soit [montant en lettre].

(*) Déduction faite du montant indiqué à l'article 4 et correspondant aux prestations envisagées d'être sous-traitées

ARTICLE 6 – DELAIS – à remplir par le candidat

6.1 – Délais d'exécution

Le délai global d'exécution du marché s'entend entre la date de notification du marché et la date d'achèvement de la mission M12, tel que défini ci-dessous, y compris délais d'études de conception et périodes de validation de la maîtrise d'ouvrage.

Il est de [...] mois - [...] (en chiffres et en toutes lettres) mois.

Les délais d'exécution en mois ou en semaines (en chiffres et en toutes lettres) des prestations de conception et réalisation de la tranche ferme seront les suivants :

PRE (M0)	APS (M1)	APD (M3)	PRO (M4)	Réalisation (M5 à M7)	AOR (M8)	ENV (M13)
Notification du marché + ... semaines	Date d'admission du PRE + ... semaines	Date d'admission de l'APS + ... semaines	Date d'admission de l'APD + ... semaines	OS spécifiques* après admission du PRO + ... mois	Selon modalités décrites à l'article 14 du CCAP	OS spécifique* après admission de l'APD + ... mois

Les délais d'exécution en mois ou en semaines (en chiffres et en toutes lettres) des prestations de conception et réalisation de la tranche optionnelle 1 seront les suivants :

ADM (M2)	APS (M1)	APD (M3)	PRO (M4)	Réalisation (M5 à M7)	AOR (M8)	ENV (M13)
Affermissement de la TO1 + ... semaines	Affermissement de la TO1 + ... semaines	Date d'admission de l'APS + ... semaines	Date d'admission de l'APD + ... semaines	OS spécifiques* + ... mois	Selon modalités décrites à l'article 14 du CCAP	OS spécifique* + ... mois

Les délais d'exécution en mois ou en semaines (en chiffres et en toutes lettres) des prestations de conception et réalisation de la tranche optionnelle 2 seront les suivants :

ADM (M2)	PRO (M4)	Réalisation (M5 à M7)	AOR (M8)	ENV (M13)
Affermissement de la TO2 + semaines	Affermissement de la TO2 + semaines	OS spécifiques* + mois	Selon modalités décrites à l'article 14 du CCAP	OS spécifique* + mois

*OS spécifiques : selon les dispositions définies au CCAP

Le délai global d'exécution de la mission M2, débute à la notification du marché et court jusqu'à l'obtention de l'ensemble des autorisations administratives.

Le délai de remise de la première version du dossier Permis de construire – Autorisation de travaux est de 3 semaines à compter de l'admission de l'APS.

Les délais précisés au tableau ci-dessus doivent inclure les délais d'acceptation des documents par le maître d'ouvrage, stipulés à l'article 6.2 du présent acte d'engagement.

PROJET

Le **délai global de réalisation (mission M5 à M7)** comprend :

- la période de préparation des travaux,
- les études d'exécution,
- la réalisation des travaux et l'installation du mobilier,
- les délais d'approbations des plans et documents, qui sont précisés à l'article 6.2 de l'acte d'engagement,
- les délais d'acceptation des modifications proposées par le titulaire, tels qu'ils sont prévus à l'article 7.3 « modification résultant d'une proposition du titulaire du CCAP »,
- la prise en compte des prestations à réaliser pour permettre le démarrage de la mission M8 décrit à l'article 14 du CCAP.
- des jours d'intempéries spécifiés au CCAP.

Le pouvoir adjudicateur impose une durée de 3 mois pour l'exécution de la mission M8 – Assistance aux opérations de réception.

Il est précisé que la réalisation de la Mission M13 (Mesures environnementales) peut être réalisée à compter de l'admission de l'APD. Cette mission vise à intégrer les mesures ERC dans le cadre du respect des mesures écologiques (mois d'intervention autorisés, mise en œuvre de mesures anticipées etc..).

Le pouvoir adjudicateur impose une durée de 16 mois reconductible pour l'exécution de la mission M12 – Garantie de parfait achèvement (GPA).

Ces délais d'exécution se décomposent selon les dispositions du calendrier contractuel d'exécution spécifié au CCAP.

Il est par ailleurs précisé que les missions M9 à M11 démarrent à la date de notification du marché et se terminent à la date de fin contractuelle des missions M5 à M7.

6.2 – Délais d'acceptation des documents

Les délais d'acceptation des divers plans et documents par le maître d'ouvrage sont les suivants :

- Approbation des études préliminaires,

Mise au point du processus BIM - PRE :
23 de l'annexe 1 au CCAP

Selon modalités de l'article

- | | |
|--|-------------|
| • Approbation de la mise au point APS : | 5 semaines, |
| • Approbation de l'APD: (dont prototypes) : | 6 semaines |
| • Approbation du PRO : | 6 semaines, |
| • Approbation des prototypes, échantillon et locaux témoins : | 5 semaines, |
| • Approbation des documents d'exécution (plans, notes de calcul)
remis au CT et au CSPS et validation de la cohérence
avec le programme par l'AMO :Selon modalités de l'article 12 du CCAP | |

6.3 Délais pour les salles témoins et prototypes

Les délais intermédiaires pour les salles témoins et les prototypes sont fixés au CCAP.

ARTICLE 7 – REGLEMENT DES COMPTES

7.1 – Paiements

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en en faisant porter le montant au crédit des comptes suivants (RIB originaux à fournir) :

Coordonnées bancaires du titulaire ou du groupement en cas de compte unique.

COLLER LE RIB

Coordonnées bancaires des membres du groupement en cas de paiement sur des comptes séparés

COLLER LE RIB

COLLER LE RIB

COLLER LE RIB

Modification des coordonnées bancaires

En cas de modification des coordonnées bancaires en cours d'exécution du marché, le titulaire doit impérativement, dans les plus brefs délais, notifier ce changement par courrier à l'agence comptable de l'APIJ à l'attention de l'équipe en charge de l'opération et fournir le RIB correspondant.

7.2 – Avance

Une avance de 20 % du montant du marché, toutes taxes comprises, est accordée au titulaire du marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois. Dans la mesure où ces conditions sont réunies, le titulaire doit indiquer s'il refuse ou non de percevoir l'avance :

(Rayer la mention inutile) :

Nous ne renonçons pas à l'avance prévue à l'article R2191-3 du Code de la Commande Publique.

Nous renonçons à l'avance prévue à l'article R2191-3 du Code de la Commande Publique, conformément à l'article R2191-5 du même Code.

Fait en un seul original

à

le

Signature du mandataire ou des personnes habilitées à engager le groupement

Nom, prénom et qualité du (des) signataire(s)

Mention manuscrite « lu et approuvé »

Visa du contrôleur général

Est acceptée la présente offre

Pour valoir acte d'engagement

Le pouvoir adjudicateur

Date d'effet du marché

Reçu notification du marché

le

L'entrepreneur

Date d'effet du marché

Reçue notification du marché par voie dématérialisée

ANNEXE 01 - répartition du prix forfaitaire par mission et par cotraitant

Décomposition par phase du prix mentionné à l'article 2. du présent acte d'engagement.

TRANCHE FERME :

Missions	Responsable	Mission	Co-traitant 01 Mandataire (€ H.T.)	Co-traitant 02 (€ H.T.)	Co-traitant 03 (€ H.T.)	TOTAL (€ H.T.)	Dont part réalisée par des PME ou artisans
M0 – PRE – Mise au point du processus BIM	Entité conception	0					
M1 – APS - Mise au point de l'Avant-Projet-Sommaire		1					
M2 – ADM – Demandes d'autorisations administratives		2					
M3 – APD - Avant-Projet-Définitif		3					
M4 – PRO – Etudes de Projet		4					
M5 – EXE – Etudes d'exécution et cellule de synthèse	Entité réalisation	5					
M6 - VISA-DET - Visa des plans d'exécution et direction de l'exécution des travaux	Entité conception	6					
M7 – TRVX – Travaux	Entité réalisation	7					
M8 – AOR - Assistance aux opérations de réception	Entité conception	8					
M11 – QEB - Qualité environnementale des bâtiments	Entité conception	11					
M12 – GPA- Garantie de parfait achèvement	Entité conception	12					
M13– ENV – Mesures environnementales	Entité réalisation	13					
TOTAL € H.T.							
Montant de la T.V.A. 20,0%							
TOTAL € T.T.C.							

TRANCHE OPTIONNELLE 1 :

Missions	Responsable	Mission	Co-traitant 01 Mandataire (€ H.T.)	Co-traitant 02 (€ H.T.)	Co-traitant 03 (€ H.T.)	TOTAL (€ H.T.)	Dont part réalisée par des PME ou artisans
M1 – APS - Mise au point de l'Avant-Projet-Sommaire		1					
M2 – ADM – Demandes d'autorisations administratives		2					
M3 – APD - Avant-Projet-Définitif		3					
M4 – PRO – Etudes de Projet		4					
M5 – EXE – Etudes d'exécution et cellule de synthèse	Entité réalisation	5					
M6 - VISA-DET - Visa des plans d'exécution et direction de l'exécution des travaux	Entité conception	6					
M7 – TRVX – Travaux	Entité réalisation	7					
M8 – AOR - Assistance aux opérations de réception	Entité conception	8					
M12 – GPA- Garantie de parfait achèvement	Entité conception	12					
M13– ENV – Mesures environnementales	Entité réalisation	13					
TOTAL € H.T.							
Montant de la T.V.A. 20,0%							
TOTAL € T.T.C.							

TRANCHE OPTIONNELLE 2 :

Missions	Responsable	Mission	Co-traitant 01 Mandataire (€ H.T.)	Co-traitant 02 (€ H.T.)	Co-traitant 03 (€ H.T.)	TOTAL (€ H.T.)	Dont part réalisée par des PME ou artisans
M2 – ADM – Demandes d'autorisations administratives		2					
M3 – APD - Avant-Projet-Définitif		3					
M4 – PRO – Etudes de Projet		4					

M5 – EXE – Etudes d'exécution et cellule de synthèse	Entité réalisation	5					
M6 - VISA-DET - Visa des plans d'exécution et direction de l'exécution des travaux	Entité conception	6					
M7 – TRVX – Travaux	Entité réalisation	7					
M8 – AOR - Assistance aux opérations de réception	Entité conception	8					
M12 – GPA- Garantie de parfait achèvement	Entité conception	12					
M13– ENV – Mesures environnementales	Entité réalisation	13					
TOTAL € H.T.							
Montant de la T.V.A. 20,0%							
TOTAL € T.T.C.							

ANNEXE 02 – Tableau récapitulatif des variantes

(A COMPLETER PAR LE CANDIDAT A LA REMISE DE L'OFFRE)

Le titulaire pourra proposer des variantes concernant les points suivants :

- Propositions de solutions ou dispositifs faisant ressortir des économies en coût global ;
- Propositions de solutions ou dispositifs permettant de réduire l'empreinte énergétique et carbone des bâtiments, notamment :
 - Mise en œuvre d'une installation géothermique pour couvrir en partie les besoins en eau chaude sanitaire (ECS), chaud et froid,
 - Mise en œuvre d'énergie solaire (solaire thermique et/ou photovoltaïque) pour couvrir en partie les besoins en eau chaude sanitaire (ECS), chaud et froid,
 - Etc.

N° variante	Nature de la variante	Montant € HT	Montant TVA (20 %)	Montant € TTC
A				
B				
C				
D				
...	...			
...	...			

ANNEXE 03 – Présentation d'un sous-traitant



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



AGENCE PUBLIQUE
POUR L'IMMOBILIER
DE LA JUSTICE

NUMERO DE MARCHE : - - - - -

ACTE SPECIAL DE SOUS TRAITANCE n° dans le cadre du marché/de l'accord-cadre du centre pénitentiaire de Nîmes (30)

☐ **INITIAL**

☐ Annexé à l'offre du soumissionnaire

OU

☐ Portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement en cours d'exécution du marché

☐ **MODIFICATIF**

(Si modificatif, annule et remplace l'acte spécial en date du)

1) **Pouvoir adjudicateur**

Agence publique pour l'immobilier de la justice (APIJ), 67, avenue de Fontainebleau – 94270 Le Kremlin-Bicêtre, agissant au nom et pour le compte du ministère de la Justice.

Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R2191-60 et R2191-61 du code de la commande publique : Monsieur le Directeur juridique, administratif et financier de l'APIJ.

2) **Objet du marché**

3) **Titulaire/Soumissionnaire**

Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat ou du titulaire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

Groupement :

Mandataire :

Membre du groupement recourant à la sous-traitance :

4) Sous-traitant

4.1) Coordonnées

Nom commercial et dénomination sociale du sous-traitant, adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de l'établissement) adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie et numéro **SIRET**.

4.2) Forme juridique

(entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

4.3) Numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers, au centre de formalité des entreprises.

4.4) Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant

(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. Joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant.)

Le sous-traitant déclare remplir les conditions pour bénéficier du paiement direct (article R2193-3 du code de la commande publique) :

(Cocher la case correspondante.)

☐ NON

☐ OUI

5) Nature des prestations sous traitées

6) Prix des prestations sous traitées

6.1) Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant :

(Remplir le a ou le b en fonction des prestations sous traitées)

a) Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant dans le cas de travaux sous-traités relevant de [l'article 283-2 nonies du code général des impôts](#) :

- Taux de la TVA : autoliquidation (la TVA est due par le titulaire)
- Montant maximum HT :

Pour rappel, [article 283-2 nonies du code général des impôts](#) : « Pour les travaux de construction, y compris ceux de réparation, de nettoyage, d'entretien, de transformation et de démolition effectués en relation avec un bien immobilier par une entreprise sous-traitante, au sens de l'article 1er de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, pour le compte d'un preneur assujetti, la taxe est acquittée par le preneur »

b) Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant dans le cas de prestations ne relevant pas du a) ci-dessus :

- Taux de la TVA :
- Montant maximum HT :
- Montant maximum TTC :

6.2) Modalités de variation des prix

7) Conditions de paiement

7.1) Compte à créditer :

IBAN :

BIC :

COLLER LE RIB

7.2) Conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance :

Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance :

☐

NON

☐

OUI

(Cocher la case correspondante.)

8) Engagement du sous-traitant

- **Attestations du sous-traitant**

Le sous-traitant déclare sur l'honneur n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles R2341-1 et R2341-5 du code de la commande publique.

Afin d'attester que le sous-traitant n'est pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner, cocher la case suivante : ☐

Le sous-traitant certifie que les renseignements fournis, le cas échéant, en annexe du présent document sont exacts.

- **Capacités du sous-traitant**

Le sous-traitant déclare présenter les capacités nécessaires à l'exécution des prestations sous-traitées et produit à cet effet :

(Cocher la case correspondante.)

☐ le formulaire DC2.

☐ les documents établissant ses capacités, tels que demandés dans les documents de la consultation.

9) Objet de l'acte de sous-traitance

(Cocher les cases correspondantes.)

☐ **La présente déclaration/le présente acte spécial de sous-traitance constitue un acte spécial initial**

Le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R2393-23 du code de la commande publique, car :

☐ L'exemplaire unique n'a pas été délivré¹

OU en produisant en annexe du présent document :

☐ L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

OU

☐ Une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances ;

¹ **Le soumissionnaire n'en dispose pas puisque le présent acte est remis dans le cadre de son offre OU le titulaire n'en a jamais fait la demande**

☐ **La présente déclaration/le présent acte spécial de sous-traitance constitue un acte spécial modificatif**

Le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R2393-23 du code de la commande publique, car :

☐ L'exemplaire unique n'a pas été délivré.

OU en produisant en annexe du présent document :

☐ L'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité qui lui a été délivré

OU

☐ Une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché justifiant soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

10) Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant

En cas de groupement, l'acte spécial doit être signé par le mandataire ainsi que le cotraitant recourant à la sous-traitance dans l'hypothèse où le cotraitant n'a pas donné mandat au mandataire.

A
le
Le sous-traitant :

A
le
Le mandataire :

A
le
Le cotraitant (le cas échéant) :

Le représentant du pouvoir adjudicateur accepte le sous-traitant et agréé ses conditions de paiement.

A

le

Le représentant du pouvoir adjudicateur:

Reçu notification de la présente décision

A

le

Le mandataire

Une copie de l'acte spécial est envoyée au sous-traitant et le cas échéant au cotraitant recourant à la sous-traitance.

ANNEXE 04 - Engagement relatif au volet insertion « Etablissement pénitentiaire de Nîmes sud (30) »

L'entreprise (mandataire)

représentée par

- déclare avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières et notamment de son article 13.5 relatif à l'action obligatoire d'insertion en faveur de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.
- s'engage à réserver, dans l'exécution du marché au minimum [XXX] heures [montant à compléter par le candidat] du temps total du travail nécessaire à la production des prestations, pour assurer la mise en œuvre de l'action d'insertion
- s'engage à transmettre le premier jour de chaque mois tous les renseignements relatifs à la mise en œuvre de l'action.

Pour rappel, le titulaire du marché s'engage à réaliser un nombre minimum d'heures de travail en insertion calculé sur la base de 600 heures d'insertion par fraction de million d'euros HT du marché.

L'entrepreneur (mandataire)

Le représentant du pouvoir adjudicateur

L'engagement d'insertion peut être réalisé selon l'une des trois options citées ci-dessous.

L'entreprise peut cocher l'option retenue ou attendre l'attribution du marché pour faire ce choix en liaison avec l'organisme que l'APIJ a désigné pour l'assister dans cette mission.

1^{ère} option : Sous-traitance d'une partie des travaux à une entreprise d'insertion

Nom et adresse de l'entreprise d'insertion

Montant estimé en équivalent temps plein / mois

Description des prestations sous-traitées

2^{ème} option : Mutualisation des heures d'insertion

2.1) Recours à une entreprise de travail temporaire d'insertion

Nom et adresse

Nombre d'heures engagées

2.2) Recours à une association intermédiaire

Nom et adresse

Nombre d'heures engagées

2.3) Recours à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification

Nom et adresse

Nombre d'heures engagées

3^{ème} option : embauche directe dans l'entreprise

Nombre de personnes embauchées

Nature du (des) poste(s)

Nature des contrats

Contrat à durée déterminée

Contrat à durée du chantier

Contrat en alternance :

*contrat d'apprentissage

*contrat de professionnalisation

Formation (s) assurée(s)

Nombre et qualification des tuteurs

ANNEXE 05 – Part affectée aux petites et moyennes entreprises ou artisans

En application des articles L. 2171-8 et R.2171-23 du Code de la commande publique, l'entreprise (mandataire) :

représentée par :

- s'engage à réserver [à renseigner] % du montant du contrat à des petites et moyennes entreprises ou des artisans.
- s'engage à transmettre le premier jour de chaque mois tous les renseignements relatifs à la mise en œuvre de l'action.

L'entrepreneur (mandataire)

Le représentant du pouvoir adjudicateur

Plan de sous-traitance à des PME ou artisans

Nature des prestations sous-traitées	Nom, raison ou dénomination sociale du sous-traitant proposé	Adresse du sous-traitant	Montant sous-traité	
			HT	TTC